

Conversions tardives et risques à contrôler



Jacques Diezi rappelle les prises de conscience publiques de quelques hauts responsables de différents Etats. Elles sont nécessaires pour reconnaître les erreurs passées. On aimerait espérer qu'à la lumière de ces analyses, les responsables gouvernementaux actuels

n'attendent pas l'âge de la retraite pour proposer et mettre en œuvre des mesures concrètes qu'ils risquent de reconnaître comme des erreurs après leur retraite du pouvoir.

L'actualité montre que parfois, certains chefs d'Etat ou autres responsables politiques peuvent faire preuve, bien tardivement, d'éclairs de lucidité. Un exemple frappant a été fourni récemment par la déclaration d'Ehud Olmert, déjà démissionnaire de son poste de premier ministre israélien. Selon lui, la nécessité d'un accord de paix avec les Palestiniens passera par le retrait de presque tous les territoires occupés depuis 1967. La déclaration n'a bien sûr pas plu à la droite israélienne, et rappelons qu'un prédécesseur de M. Olmert a payé de sa vie des intentions similaires.

Un autre exemple de ces reconnaissances tardives d'erreurs est fourni par M. Robert S. McNamara. Cet ancien ministre de la défense des présidents Kennedy et Johnson, qui contribua plus que tout autre à l'élaboration de la stratégie de la guerre américaine au Vietnam dans les années 60, reconnut plus tard l'importance des fautes commises alors. « Nous nous sommes trompés ; nous nous sommes horriblement trompés » déclare-t-il dans un ouvrage de 1995, où, à vrai dire, il tente plutôt de se disculper !

Reconnaître ses erreurs est important

Mais l'exemple le plus spectaculaire de semblables conversions est sans doute fourni par une déclaration publiée dans le Wall Street Journal en janvier 2007, et renouvelée en 2008. Elle émane de MM. Schultz, Perry, Kissinger et Nunn, tous anciens hauts responsables de divers gouvernement US entre 1982 et 1997. Dans le texte de 2007, les auteurs sonnent l'alarme face aux risques de dissémination des capacités nucléaires, particulièrement militaires. Le ton de ce texte et les perspectives avancées rappellent ceux des manifestants contestataires du nucléaire

des années 1970 et 1980. Ils proposent une série de mesures visant, en définitive, à établir un monde sans armes nucléaires. Ces propositions ont reçu le soutien des deux tiers des anciens ministres de la défense, des affaires étrangères et des conseillers de sécurité nationale des Etats-Unis. Hélas, le gouvernement américain contredit ces beaux espoirs par son accord récent avec l'Inde sur le nucléaire («...un désastre pour la non-prolifération»), tandis que, de leur côté, un quarteron de généraux de haut rang, à la retraite eux aussi, fait la promotion de la guerre nucléaire préventive, sous l'égide d'une OTAN revigorée [Towards a Grand Strategy for an Uncertain World, 2008]...

En tirer les leçons à temps est mieux

Quels que soient les regrets ou les changements de cap d'anciens responsables politiques et militaires, la question importante est évidemment celle de l'avenir de la gestion du risque nucléaire au niveau mondial. Cette question où le rôle des Etats-Unis est central, devra donc être rapidement abordée par la nouvelle présidence dès 2009. Barak Obama aussi bien que John McCain ont exprimé quelque soutien aux propositions de Schultz et al. mentionnées plus haut. Par ailleurs, Barak Obama a affirmé que sa position, en tant que président, sera que « l'Amérique vise à un monde débarrassé de ses armes nucléaires », et qu'il renforcera le Traité de Non Prolifération (TNP). De son côté, John McCain, qui s'est prononcé contre la ratification par le Sénat du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1999, ne fournit sur son site Internet actuel aucune information concernant les questions de politique nucléaire.

Les années à venir seront donc critiques, à maints égards, notamment par un renforcement du TNP qui rendrait possible un contrôle effectif des risques de prolifération nucléaire, et de tous les dangers qui lui sont attachés. Et l'on doit naturellement souhaiter que les responsables gouvernementaux actuels n'attendent pas l'âge de la retraite pour proposer et mettre en œuvre des mesures concrètes !

Dans l'intervalle, on est heureux d'apprendre qu'en juillet dernier, pour marquer le 40^{ème} anniversaire du TNP, plusieurs parlementaires européens ont renouvelé leur engagement en faveur de la Convention d'élimination des armes nucléaires. ■

Jacques Diezi, président du GIPRI

Terrorisme et droits de l'homme

Sur invitation de l'Université Arabe de Naïf pour les Sciences de Sécurité (NAUSS pour Naïf Arab University for Security Sciences en anglais), le GIPRI a participé à une conférence sur le terrorisme et les droits de l'homme, du 27 au 29 octobre 2008, en Arabie Saoudite. Une centaine de personnes d'une vingtaine de pays, essentiellement arabes, participaient au séminaire. La plupart étaient juges, policiers, militaires ou fonctionnaires dirigeants. D'autres étaient docteurs de la foi. Pour la France, un conseiller, M. Pierre Thénard, représentait Madame le Secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères et des droits de l'Homme. Les points de vue différaient sensiblement selon l'histoire et la géographie des pays représentés.

Les marchés de violence

Pour l'Institut de Recherches pour la Paix à Genève, Gabriel Galice a présenté une contribution personnelle intitulée « Actes terroristes, droits de l'homme, des peuples et du citoyen. », dans laquelle il analyse les différents contextes et modalités des terrorismes. Le pluriel importe ; parler de terrorisme en général est une illusion dangereuse qui décrédibilise le bien-fondé d'une lutte efficace contre les véritables terroristes, ceux qui promeuvent une cause (territoriale, idéologique, religieuse ou autre), par la violence, hors de leur pays, en prenant pour cibles et otages des populations civiles. Cela n'a rien à voir avec une légitime résistance armée à une occupation militaire. L'analyse de Gabriel Galice fait référence à la notion de « marchés de violence » proposée par l'anthropologue allemand Georg Elwert¹, développée par Martin Kalulambi Pongo et Tristan Landry dans leur livre *Terrorisme international et marchés de violence*². « Dans son acception conceptuelle, le terme de marchés de violence renvoie plus directement à l'anthropologie qu'à l'économie : le marché est un lieu d'échanges inscrits culturellement.³ (...) ». Cette analyse relativise le discours idéologique des acteurs au bénéfice de l'analyse des intérêts économiques, sociaux et politiques en présence. Sans épuiser la réalité complexe de situations fort diverses, une telle grille de lecture permet de relier, dans une vision systémique, les acteurs internes et externes des parties aux conflits.

Droits de l'homme et du citoyen

Quant aux droits de l'homme, ils s'inscrivent dans une dynamique géographique et historique qui implique plusieurs générations. La première génération est centrée sur les droits politiques et civiques, la seconde sur les droits économiques et culturels, la troisième inclut les droits à l'environnement, les droits des femmes, voire le droit à la

paix. Mais la reconnaissance de ces droits n'implique pas leur entrée en vigueur et n'exclut pas même des retours en arrière dans la conscience et dans la vie des peuples. L'histoire n'est pas linéaire. Les droits reconnus peuvent même s'avérer plus ou moins contradictoires, ainsi du préambule de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui stipule « Considérant qu'il est essentiel que les Droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en dernier recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression. » (souligné par nous. » Des textes régionaux comme la Déclaration universelle des droits des peuples – (Alger - 4 juillet 1976) ou la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples sont plus explicites encore. Les droits de l'homme ne sont donc pas dissociables des droits du citoyen et du droit des peuples⁴.

« L'arme de la civilisation, c'est le droit »

Gabriel Galice évoqua le Conseiller suisse aux Etats Dick Marty, rapporteur du Conseil de l'Europe sur les vols secrets de la CIA et les lieux clandestins de détention de personnes suspectées de terrorisme, citant la juge étasunienne Sandra Day O'Connor lors d'un jugement de la Cour Suprême dans une affaire de terrorisme : « Si notre pays veut rester fidèle aux valeurs symbolisées par notre drapeau, nous ne pouvons pas combattre la tyrannie avec les armes du tyran. ». La formule du professeur Marcelo Kohen lui fait écho « L'arme de la civilisation, c'est le droit⁵. » Le cycle de la violence s'autoalimente en effet si le terrorisme d'Etat répond au terrorisme non-étatique. Dans sa conclusion, Gabriel Galice cita Blaise Pascal : « La *justice* sans la *force* est impuissante ; la *force* sans la *justice* est tyrannique ». Ce faisant, il piqua la curiosité de plusieurs participants qui lui demandèrent des explicitations et des références sur le rapport de la force et de la justice. ■



En marge de la conférence, l'université NAUSS, représentée par son président, le Professeur Abdulaziz S. Al-Ghamdi et le GIPRI, en la personne du Dr. Gabriel Galice, ont signé un protocole d'accord en vue de coopérations et d'échanges selon leurs préoccupations et perspectives respectives ou complémentaires

¹ En 2005, Georg Elwert fut choisi comme directeur de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement à Genève. Il devait décéder peu après sa désignation, sans avoir occupé la fonction.

² Martin Kalulambi Pongo et Tristan Landry, *Terrorisme international et marchés de violence*, Les presses de l'université de Laval, 2005.

³ Ibidem, p 2 et 3.

⁴ François Rigaux, *Pour une déclaration universelle des droits des peuples*, Vie Ouvrière, Bruxelles / Chroniques Sociales, Lyon, Mars 1990.

⁵ Marcelo Kohen, « L'arme de la civilisation, c'est le droit », *Le Temps*, Genève, 17 septembre 2001

« Stop Jeopardizing the Future of Iraq »

Compte rendu de la conférence, « Stop Jeopardizing the Future of Iraq », qui s'est tenue à Paris, du 30 Octobre au 1^{er} Novembre 2008, organisée par l'UNESCO sous les auspices de son Altesse la Sheikha Mozah Bint Nasser Al-Missned.

L'objectif global de cette conférence était double. D'une part il s'agissait de mener une réflexion approfondie sur le droit à, et les défis de l'éducation dans des situations de crise, et d'autre part d'y dégager un concept d'actions concrètes et durablement applicables à la situation irakienne.

Le droit à l'éducation même en situation de crise

Suite à l'ouverture formelle de la conférence par Messieurs Burnett, Matsuura, Al-Khuza'i, Mme la Baronne Nicholson de Winterbourne, Messieurs Lahmanate, Abidi et Djelid, des orateurs de plusieurs organisations internationales et non-gouvernementales précisèrent le droit à l'éducation, son application et ses défis dans des situations de crise. Tous soulignèrent l'importance de l'éducation pour le développement, tant au niveau personnel que sociétal, paradigme qui déboucherait par ce qui est communément appelé « Train the Trainers ». Cette approche s'appliquerait tant à distance, qu'en Irak ou encore à l'étranger. Pour résumer, le constat s'impose que des programmes élaborés sont d'ores et déjà appliqués tant à l'enseignement primaire que secondaire mais que l'enseignement supérieur en manque.

Discussion de vingt propositions pour élaborer un programme

L'après-midi du 31 octobre 2008 fut consacré aux groupes de travail qui débouchèrent sur vingt propositions concrètes. Elles concernent aussi bien l'accès à l'éducation primaire et universitaire, que la protection des intellectuels irakiens, les personnes déplacées en Irak et les réfugiés irakiens plus globalement. La matinée du 1^{er} novembre 2008 conclut la conférence en présence de Messieurs Matsuura, Boutros Ghali, Al-Khuza'i, et de son Altesse la Sheikha Mozah Bint Nasser Al-Missned qui a fait un don de 15 millions de US dollars. Cette somme permettait de réaliser sous la direction de M. Haddad, directeur de l'enseignement supérieur de l'UNESCO – un programme de reconstruction du système éducatif irakien. Elle a aussi permis l'organisation cette conférence « Stop Jeopardizing the Future of Iraq ».

Les discussions fort animées mais respectueuses, aussi bien pendant les discussions plénières que dans les groupes de travail, montrèrent l'intérêt et l'engagement que les participants irakiens portent à la reconstruction de l'éducation à tous les niveaux. Ces conférences, souvent critiquées à juste titre, offrent néanmoins un lieu de discussion aux ressortissants de pays en crise qui, de ce fait, en sont privés dans leur pays.

Le GIPRI conforté dans le bien-fondé de ses projets

Il est dès lors évident, qu'un après-midi de discussion pour l'élaboration de vingt points qui devraient servir de ligne de conduite aux institutions nationales et internationales pour les années à venir, ne peut de loin pas suffire. Néanmoins, pour le GIPRI, le résultat global de cette conférence est positif dans le sens où elle a confirmé le bien-fondé du RISIPRI (depuis le 16 février 2006), ainsi que du projet Babylone (depuis le 28/29 novembre 2007) et le thème du cours d'été 2008 « Quel Irak demain ? ». Ainsi le GIPRI continuera à déployer toute son énergie à l'aboutissement de ces deux projets et aux autres qui sont en voie d'élaboration, et qui veulent tous contribuer à la reconstruction de l'université irakienne. ■

Yvonne Jänchen, représentante du GIPRI à la conférence

Perception chinoise et occidentale des conflits

*Le conflit
Perception
chinoise
et occidentale*

Ivan P. Kamenarović
Les éditions du Cerf, Paris,
2001.

Nous autres « Occidentaux » devrions nous habituer toujours davantage à cette évidence : notre façon de penser et de nommer le monde n'est pas partagée par tous les êtres humains. Entre Européens déjà, de sensibles nuances nous distinguent et peuvent nous opposer, le cas échéant. La langue est en cause mais pas seulement. L'habitus (manière d'être) national distingue des peuples ayant, à quelques nuances près, la même langue en partage. La Suisse, l'Europe, les régions d'un pays comme l'Allemagne, la France ou l'Espagne l'illustrent abondamment.

Que dire de la Chine, qui pèse à elle seule près de 22% (plus du cinquième et pas loin du quart) de la population mondiale ?

Le travail d'Ivan Kamenarović nous aide à comprendre que les lettrés Chinois et les penseurs Occidentaux ne pensent pas le conflit dans les mêmes dispositions mentales. L'auteur commence par les notions méconnues du yin et du yang, maladroitement réduites à un binaire féminin – masculin. « Ces deux termes dont la graphie comporte la clef de la colline, ont le sens étymologique de versant exposé au soleil (*yang*) et versant ombragé (*yin*). Ils désignent respectivement ce qui est placé sous l'influence de la lumière et ce qui est placé sous celle de l'ombre. Ces deux dénominations peuvent s'appliquer simultanément à la même entité. C'est ainsi par exemple qu'une épouse est *yin* dans son rapport avec son mari et *yang* sous l'angle de sa relation avec sa fille tandis que l'homme, qui est *yin* par rapport à son père, sera *yang* par rapport à son fils. On voit donc l'inexactitude fondamentale qu'il y aurait à décider d'une traduction de yin et yang par « féminin / masculin » ou par quelque autre couple de notions qui nous serait familières (note 1 page 10). »

Là où nous absolutisons, le penseur chinois relativise. Héraclite d'Ephèse pose la matrice conceptuelle du conflit dans la pensée occidentale en faisant de *Polemos* (le combat) « le père de toutes choses, le roi de toutes choses, celui qui désigne les uns comme dieux et les autres comme hommes ». A l'angoisse occidentale, Mou Zongsan oppose l'inquiétude chinoise, faite de « mal cultiver ses vertus ou mal conduire son étude ». Soucieux d'harmonie, le Chinois conçoit la révolution même dans l'ordre et la continuité : « La proclamation de la République par décret impérial en 1911 montre bien la répugnance chinoise à opérer une révolution (p.62) ». « La paix, nous apprend le classique chinois de l'antiquité intitulé *La Grande Etude*, est le fruit d'une succession d'apaisements qui, de l'individu à l'empire tout entier en passant par la famille et la principauté, doit gagner peu à peu tous les niveaux de la communauté humaine en suivant un double parcours qui, descendant du sommet de l'Etat au plus humble sujet, remonte depuis chaque individu jusqu'à l'ensemble de la société (p.74) ». Le verbe « être » même n'existe pas en chinois.

S'appuyant sur Jean Beaufret, l'auteur relève les différentes acceptions du « je » dans notre pensée. La trilogie capitale de la pensée chinoise *Terre-Ciel-Homme* ne recoupe pas le dispositif ternaire occidental. « Rien en Chine, personne, aucun esprit ne peut être conçu qui ne se trouve intégré dans le cosmos, régi par le *li*, le principe d'ordonnement, le sens profond des choses (p. 128). »

Pour autant, les différences entre pensées n'expliquent pas les différends entre les hommes ordinaires ou les dirigeants politiques, économiques ou militaires: « Mais les Chinois, pas plus que les Occidentaux, n'ont trouvé le moyen de vivre comme leurs penseurs les y incitent (p.129-130). » Voilà qui relativise la portée d'un propos néanmoins précieux pour nous décentrer utilement.

Un autre livre, singulièrement plus complexe, de François Julien cette fois, nous permettra de revenir bientôt sur les singularités de la pensée chinoise. ■

Gabriel Galice

De l'eau et de la paix

L'étude GIPRI soutenue par le RUIG éditée chez l'Harmattan

Après quatre années de travail, l'étude sur l'eau dans les relations israélo-palestinienne est publiée chez l'Harmattan. Pilotée par le GIPRI, conduite par Laurent Calligé, la recherche a bénéficié du soutien financier du RUIG (Réseau Universitaire International de Genève) et du concours scientifique du professeur William Ossipow (Unige), de la doctoresse Valentina de Socio, de Jérôme Meyer et d'Aniket Ghai. Des chercheuses et chercheurs israéliens et palestiniens ont collaboré au projet, en partie sur place, en partie à Genève.

Les auteurs analysent les textes des accords d'Oslo, le contexte géographique et politique, les enjeux diplomatiques et formulent aussi des propositions d'action. L'ouvrage est disponible au GIPRI. Contacter c.demierre@gcsp.ch

Dialogue des civilisations et des religions

Le GIPRI est invité à participer à une conférence qui se tiendra en avril 2009. Elle est organisée par la Chaire Ben Ali pour le dialogue des civilisations et des religions, sur le thème de la justice et de la paix dans les saintes écritures et la pensée philosophique. La notion de civilisation, comme ensemble de systèmes techniques et de représentations imaginaires ou symboliques y sera abordée.

**INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHES POUR LA PAIX
A GENEVE (GIPRI)**

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel (trésorier), F. Bieri-Hirlemann (chargée de publications)

Collaborateurs : Christine Demierre (adjointe à la direction), Y. Jänchen (cheffe de projet), F. Lghazaoui (traducteur).

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande par mail à Christine Demierre : c.demierre@gcsp.ch.

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.